Conversations

Taha Hussein

Lorsqu'un gouvernement est insolvable tandis que son peuple est dans l'aisance, il est impuissant ; lorsqu'il est dans l'aisance tandis que son peuple est dans le besoin, il est tyrannique. Les affaires d'un gouvernement ne se redressent et ne se maintiennent en équilibre entre l'impuissance et la tyrannie que lorsqu'il existe une harmonie entre sa richesse et celle du peuple. Tout ce qu'on peut raisonnablement demander aux gouvernements en temps de disette et de crise, c'est qu'ils gèrent leurs finances avec sagesse et discernement — afin que la gêne ne les étouffe pas, ni la pauvreté ne les conduise à la faillite.

Il apparaît que notre gouvernement a horreur de la faiblesse et ne prisepas la pauvreté — mais il a tout autant horreur de toute harmonie entre sa propre condition et celle du peuple. Il a trouvé le peuple dans la pauvreté et a refusé d'être autre chose que riche ; il l'a trouvé dans le besoin et a refusé d'être autre chose que prospère ; il l'a trouvé poussé vers la faim et la privation et a refusé de se refuser les fastes qu'il pouvait s'approprier, qu'ils soient légitimes ou non. Si bien que lorsque l'exercice budgétaire a touché à sa fin, il a annoncé au peuple — avec une pointe de défi et de mépris — que, malgré tous ses excès, il avait réussi à mettre de côté trois millions et demi de livres, tandis qu'un grand nombre de gens brûlaient de faim, calcinés par les feux de la détresse et du dénûment.

Les gens n'avaient pas plus tôt lu ce que les journaux publiaient hier — à savoir que les comptes de l'État montraient que ses recettes avaient dépassé ses dépenses de ces millions — qu'ils se tournaient les uns vers les autres avec un flot de questions. Pourquoi, alors, avoir fait peser un tel fardeau sur le peuple ? Pourquoi avoir contraint à se serrer la ceinture ces administrations de l'État qui avaient si grand besoin d'être élargies ? Pourquoi tous ces efforts consentis auprès des banques ? Pourquoi tous ces accords conclus avec les banques ? Pourquoi cet emprunt contracté pour retenir les mains des banques qui s'étaient saisies des gorges des gens ? Pourquoi maintenir la perception de ces impôts — impôts dont le peuple se plaint, sous lesquels il ploie, et dont il supplie qu'on le délivre ?

Pourquoi avait-on chassé des écoles des étudiants dont les pères et tuteurs n'avaient pu acquitter les frais de scolarité, ou même une partie ? Pourquoi les frais de la Faculté de médecine avaient-ils été relevés, et la majoration imposée aux étudiants de deuxième année qui auraient dû en être exempts ? Pourquoi avait-on supprimé un tiers des chaires à la Faculté des lettres ? Pourquoi avait-on inscrit dans le budget de l'université ce principe honteux — selon lequel certaines chaires occupées par des étrangers ne correspondent plus qu'à des postes de maîtres de conférences lorsque des Égyptiens les occupent ? Et pourquoi donc cette pression exercée sur les fonctionnaires — ou plus précisément sur certains d'entre eux — ces fonctionnaires dont le droit aux augmentations et aux avancements avait été gelé au nom de l'économie et par souci d'épargner au trésor public les affres du besoin, voire de la faillite, et qui ne bénéficiaient jamais d'aucune des exemptions tombant sur d'autres fonctionnaires comme la rosée sur les fleurs du printemps ?

Les gens se tournaient les uns vers les autres pour demander : pourquoi tout cela, si le trésor de l'État est si regorgeant d'argent ? Et ils se parlaient aussi de paysans qui avaient vendu leur bétail pour payer la scolarité de leurs enfants ; de paysans dont les maigres ustensiles avaient été saisis et vendus pour régler les impôts ; de paysans dont les corps avaient été lacinés par les fouets, et dont les cœurs étaient brulés par l'angoisse ; de paysans attachés les uns aux autres par une corde et conduits au poste de police, les fouets s'abattant sur leurs dos à la moindre hésitation. Ils parlaient de citadins écrasés par les épreuves et coupés de tout moyen de subsistance, qui passaient le blanc du jour et le noir de la nuit sans un morceau à manger, sans rien pour distraire leurs petits enfants de la douleur de la faim. Ils parlaient de cette privation effroyable qui avait commencé à ravager certains quartiers du Caire, au point que le typhus y éclata — un typhus qui envahit ensuite l'hôpital Qasr al-Aini et la Faculté de médecine, frappant un certain nombre de médecins et un groupe d'étudiants, hommes et femmes. Ils parlaient de nombreux nantis qui n'avaient jamais connu la misère et qui en goûtaient maintenant l'amertume, l'avalaient, et subissaient des humiliations en mendiant des emprunts — s'adressant à telle banque pour en être refusés, s'adressant à telle autre pour en être repoussés les mains vides

— eux qui n'avaient jamais eu l'habitude de demander, ni de connaître la douleur d'un refus ou d'une excuse.

Les gens se tournaient les uns vers les autres pour demander : pourquoi tout cela, si le trésor de l'État est si riche, si opulent, si abondamment pourvu — non pas de milliers, ni de centaines de milliers, mais de millions ? Et certains commençaient à répondre avec des propos que le gouvernement trouverait profondément désagréables, s'il était capable de ressentir ce que ressent le peuple, de souffrir ce que souffre le peuple, ou de tenir compte de ce qui s'agite dans l'âme du peuple.

Certains disaient que les Anglais sont étrang lés par la crise, et qu'ils étreignent à leur tour le gouvernement égyptien — comme le rappelait Al-Ahram il y a quelques semaines — et que le gouvernement est contraint d'étreindre le peuple afin d'en extraire le lait de cette vache laitière qu'on appelle l'Égypte, traitée jusqu'à l'assec par les Anglais pour les projets qu'ils souhaitent entreprendre au Soudan et en Abyssinie.

D'autres disaient que les Égyptiens ont la mémoire courte, ayant oublié que les journaux anglais, l'été et l'automne derniers, avaient longuement parlé de l'ancien ministre des Travaux publics, de certains entrepreneurs, et d'énormes projets d'irrigation et autres sur lesquels des millions et des millions seraient dépensés. Il n'y avait donc pas d'autre choix que de préparer et thesauriser l'argent, afin que lorsque les Anglais seraient prêts à se lancer dans ces projets, les fonds soient disponibles et en réserve — les compagnies anglaises en profiteraient et se ruéraient vers ce profit, et le cabinet égyptien trouverait, en Angleterre, des alliés pour l'aider à se maintenir au pouvoir.

D'autres encore disaient : ce n'est pas seulement que l'Égyptien a la mémoire courte, il est aussi facilement trompé — joué par les mots et séduit par les promesses, au point qu'il croit ce qu'il ne devrait pas croire et fait confiance à ce en quoi il ne devrait pas avoir confiance. On nous a dit que les modes de gouvernement en cette ère moderne ont changé, que le peuple ne doit plus être exploité et assujetti, ni enrôlé au profit de ses maîtres et seigneurs — que ses affaires sont gérées dans son propre intérêt, et que l'argent prélevé sur lui lui est rendu en nature. L'Égyptien

a vu cela comme une réalité dans les nations européennes, et a entendu dire que son pays était devenu une partie de l'Europe. Il s'est laissé prendre. Il a supposé que ses affaires iraient comme les affaires des Européens, que son gouvernement était venu le servir plutôt que l'opprimer, et que ses impôts étaient perçus pour être dépensés pour lui et pour écarter le mal si le mal devait s'abattre sur lui.

Puis vinrent ces jours sombres. Il regarda vers le cabinet et le trouva qui lui faisait grise mine. Il fit appel à lui et le trouva se bouchant les oreilles. Il le supplia avec insistance et le trouva proclamant la pauvreté, proclamant la détresse, et persistant dans cette proclamation. Et le cabinet ne se contenta pas de lui faire grise mine, de l'ignorer et de le repousser — il se retourna contre lui et réclama son aide pour alléger sa crise, le conjurant de le délivrer de l'affliction de la pauvreté et de la ruine ; et s'il ne le pouvait pas, il le traitait de menteur et le tourmentait, le forçant à lui fournir ce qu'il exigeait. Il supporta l'accusation de mensonge ; il se soumit au tourment ; il paya de son confort, de sa sécurité et de son sang tout ce qui lui était demandé — et puis il regarda, et se trouva misérable tandis que le gouvernement était à l'aise ; il se trouva dans le dénuement tandis que le gouvernement était dans la prospérité ; il se trouva lui, s'il était pauvre, à chercher un piastre ou la moitié d'un piastre sans le trouver, ou, s'il était riche, à chercher une livre ou une fraction de livre sans l'obtenir — tandis que le gouvernement avait réussi à mettre de côté trois millions et demi de livres en moins d'un an.

L'Égyptien trompé s'imaginait gouverner pour lui-même — et il découvrit qu'il gouvernait pour autrui. L'Égyptien illusionné croyait que les cabinets avaient été formés pour le servir — et il découvrit qu'ils avaient été formés pour l'engloutir. L'Égyptien insouciant avait foi que les modes de gouvernement avaient changé, qu'il était devenu un maître adulte de ses propres affaires — et il trouva les modes de gouvernement exactement comme ils avaient été de tout temps : leurs formes avaient changé, mais leur substance non. Il se retrouva tel qu'il avait toujours été dans les âges anciens — gouverné, diminué, sans aucun pouvoir de se bénéficier ni d'écarter de lui le mal. Ses affaires dans leur totalité sont entre les mains de ses maîtres infaillibles, qui disposent de sa vie et de

son argent comme bon leur semble, et non comme il le voudrait.

Les gens se tournaient les uns vers les autres avec ces paroles amères qui brisent les cœurs, fracassent les âmes et dissolvent l'esprit. Ce qui rendait leurs paroles plus amères encore et leur douleur plus cinglante, c'est que le cabinet se vantait de cette économie, et que son entourage se targuait de cette richesse gouvernementale — tandis que le peuple était dans le dénuement, dans le besoin, réduit à rien, brulé par la misère et dévoré par la faim.

Le peuple s'est éveillé ce matin, il passera ce soir, il s'éveillera et dormira encore demain, et en Égypte deux voix se font entendre : l'une condamnant la richesse du gouvernement et la misère de la nation, l'autre exaltant la richesse du gouvernement et la présentant comme un crédit au Premier ministre. Ces deux voix atteignent les âmes du peuple différemment, mais toutes deux aboutissent à une seule conclusion — le sentiment du peuple d'être misérable et avili, exploité et humilié : plaint par les uns et railé par les autres.

La conséquence de ce sentiment douloureux, que le peuple ressent et qui s'infiltre dans toutes les couches de la société, est une chose laide et terrible — connue du Premier ministre, et appréciée par lui dans ses moments de réflexion, bien qu'il refuse d'agir selon ce qu'elle exige : se retirer et céder le pouvoir à d'autres plus doux, plus compatissants et plus miséricordieux envers le peuple, plutôt que de le laisser dans cette misère, ce besoin et ce dénuement pendant que le gouvernement économise trois millions et demi de livres.

Tout en Égypte est maintenant douloureux et pénible, soulevant l'indignation du peuple et remplissant son cœur d'amertume et de chagrin. Son gouvernement est riche et lui est pauvre ; son gouvernement vit dans le luxe et lui est misérable ; son gouvernement est prodigue et lui n'a rien à dépenser. Le peuple réfléchit et voit son Premier ministre jouir de ce dont aucun Égyptien ordinaire ne jouit — travailler quelques mois et percevoir l'indemnité d'une année. Pourtant, parmi les Égyptiens, il en est qui travaillent et s'évertuent sans rien percevoir ; parmi eux, il en est que la maladie frappe et qui, lorsqu'elle

est jugée les empêchant de travailler, se voient remerciés de leurs postes, et lorsqu'il apparaît que leur traitement risque de durer longtemps, se voient amputer de leurs salaires. Pourquoi donc le Premier ministre n'est-il pas comme les autres hommes ? Pourquoi ne se retire-t-il pas de ses fonctions si sa maladie l'empêche d'y faire face ? Pourquoi son traitement ne diminue-t-il pas comme celui d'autres fonctionnaires si ses soins doivent durer longtemps ? Et pourquoi toutes les affaires de l'État seraient-elles confiées à quelqu'un qui ne peut les assumer ni les administrer ?

Dieu sait que nous ne souhaitons au Premier ministre rien d'autre que ce à quoi tout homme est soumis — les conséquences de la santé et les conséquences de la maladie, les conséquences de la capacité et les conséquences de l'incapacité.

Tout en Égypte est maintenant douloureux et cuisant. Un gouvernement riche et un peuple misérable. Un Premier ministre mis à part des autres hommes — et même des autres Premiers ministres — jusque dans sa maladie. Et des fonctionnaires dans les ministères entourés de domestiques hommes et femmes pour chaque affaire importante. Pendant ce temps, les Égyptiens en dehors du gouvernement peinent et s'épuisent, supportant toutes sortes d'épreuves dans l'espoir de vivre — et pourtant la vie se rétrécit pour eux, leurs ressources se tarissent, et devant eux s'ouvrent des portes du désespoir ; et lorsqu'ils regardent à travers ces portes, ils apercçoivent des iniquités et des transgressions dont nous n'avons ni le désir de parler ni de contempler.